

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/201586]

9 MARS 2017. — Décret modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives aux élections locales (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article L4111-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, remplacé par le décret du 1^{er} juin 2006, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La commune permet l'inscription comme donneur d'organes dans les bureaux de votes lors des élections. ».

Art. 2. L'article L4112-3 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L4112-3. Candidat.

Est appelé candidat toute personne qui se présente aux élections dans le but d'être élue. Les candidats peuvent se présenter au sein d'une liste de candidats ou de manière isolée. ».

Art. 3. Dans l'article L4112-4 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La liste des candidats reprend les personnes choisies par un parti politique pour briguer les suffrages des électeurs. Chaque candidature isolée est considérée comme une liste incomplète. ».

Art. 4. L'article L4112-4, § 2, du même Code est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Est considérée comme une liste unique, la liste de candidats définie à l'alinéa précédent qui ne fait face à aucune autre liste. ».

Art. 5. Dans l'article L4112-20 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. La dévolution est l'attribution subséquente d'un siège à un candidat en prenant en compte les suffrages émis en sa faveur. ».

Art. 6. Dans l'article L4121-3, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, le paragraphe 1^{er}, 1^o, est remplacé par ce qui suit :

« 1^o. les personnes protégées qui ont été expressément déclarées incapables d'exercer leurs droits politiques en vertu de l'article 492/1 du Code civil et celles qui sont internées par application des dispositions de la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement.

L'incapacité électorale prend fin en même temps que la fin de l'incapacité en vertu de l'article 492/4 du Code civil ou que la mise en liberté définitive de l'interné. ».

Le paragraphe 1^{er}, 3^o, du même article est abrogé.

Art. 7. Dans l'article L4122-2 du même Code, remplacé par le décret du 1^{er} juin 2006, le paragraphe 4 est abrogé.

Art. 8. L'article L4122-5, § 6, du même Code est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Les exemplaires ou copies du registre des électeurs délivrés en application du présent article ne peuvent faire mention de leur numéro d'identification au Registre national des personnes physiques. ».

Art. 9. Al'article L4122-7 du même Code, remplacé par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le collège communal établit la liste des électeurs qui se sont portés volontaires pour les fonctions à conférer, visées à l'alinéa 1^{er}, 2^o. »;

2^o le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les deux relevés et la liste visés au paragraphe 1^{er}, sont transmis au président du bureau communal jusqu'au 10 septembre au plus tard. Il les transmet au président du bureau de canton, conformément à l'article L4125-5, § 4. ».

Art. 10. Dans l'article L4124-1, § 6, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1, les mots « la consultation par les électeurs du rapport sur les dépenses de propagande électorale engagées par les partis politiques prévue à l'article L4131-2, § 2, alinéa 3, et des déclarantes de dépenses électorales des candidats prévue à l'article L4131-4, § 2, ainsi que les dispositions concernant » sont insérés entre les mots « les dispositions concernant » et les mots « les frais de déplacement »;

2^o à l'alinéa 3, les mots « le numéro d'identification au registre national des personnes physiques et, le cas échéant, le nom de son conjoint, » sont abrogés.

Art. 11. A l'article L4125-2, § 2, du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1^o il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le président du tribunal de première instance communique au Gouvernement pour le 30 juin au plus tard l'identité et les coordonnées de contact des présidents désignés. »;

2^o l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante :

« Il communique immédiatement au Gouvernement leur identité et leurs coordonnées de contact. ».

Art. 12. A l'article L4125-3 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le président du bureau de district communique au Gouvernement pour le 30 juin l'identité et les coordonnées de contact des présidents désignés. »;

2^ole paragraphe 3, alinéa 1^{er}, est complété par la phrase suivante :

« Il communique immédiatement au Gouvernement leur identité et leurs coordonnées de contact. ».

Art. 13. Al'article L4125-5 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er} est complété par les mots suivants :

« Pour les désignations d'assesseurs et assesseurs suppléants, il est également tenu compte de la liste des volontaires dont question à l'article L4122-7, § 1^{er} ;

2^o le paragraphe 2 est complété par les mots suivants :

« ainsi que la liste des volontaires prévue à l'article L4122-7, § 1^{er} »;

3^o le paragraphe 4 est complété par la phrase suivante :

« Il communique immédiatement au Gouvernement leur identité et leurs coordonnées de contact. »;

4^o le paragraphe 5, alinéa 2, est complété par la phrase suivante :

« Il communique immédiatement au Gouvernement leur identité et leurs coordonnées de contact. ».

Art. 14. L'article L4125-7, § 2, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le président du bureau de district communique immédiatement au Gouvernement l'identité et les coordonnées de contact des présidents désignés. ».

Art. 15. A l'article L4125-8 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « 25 septembre » sont remplacés par les mots « 15 septembre »;

2^o il est complété par la phrase suivante :

« Il communique immédiatement au Gouvernement leur identité et leurs coordonnées de contact. ».

Art. 16. Dans l'intitulé du chapitre Ier du titre III du livre Ier de la quatrième Partie, du même Code, les mots « Chapitre I^{er} » sont remplacés par les mots « Chapitre I^{er}/1 ».

Art. 17. Dans la quatrième Partie, livre I^{er}, titre III, du même Code, il est inséré un chapitre I^{er} intitulé « De la propagande électorale ».

Art. 18. Dans le chapitre I^{er} inséré par l'article 17, il est inséré un article L4130-1 rédigé comme suit :

« Art. L4130-1. Sans préjudice des législations applicables pendant ou en dehors de la période électorale, relatives à la lutte contre le racisme, la xénophobie, et la discrimination, ainsi que des mesures de police qui peuvent être prises en vertu des dispositions de la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et de la loi provinciale du 30 avril 1836, le présent chapitre s'applique à tout acte qualifié de propagande électorale, ou devant être qualifié comme tel, intervenant pendant la période électorale.

La Commission régionale de contrôle fixe des recommandations à l'usage des candidats. Elles sont mises à leur disposition avant le début de la campagne électorale. ».

Art. 19. Dans le même chapitre inséré par l'article 17, il est inséré un article L4130-2 rédigé comme suit :

« Art. L4130-2. § 1^{er}. Il est interdit d'apposer des inscriptions, des affiches, des reproductions picturales et photographiques, des tracts et des papillons à usage électoral sur la voie publique et sur les arbres, plantations, panneaux, pignons, façades, murs, clôtures, supports, poteaux, bornes, ouvrages d'art, monuments et autres objets qui la bordent ou qui sont situés à proximité immédiate de la voie publique à des endroits autres que ceux déterminés pour les affichages par les autorités communales ou autorisés, au préalable et par écrit, par le propriétaire ou par celui qui en a la jouissance, pour autant que le propriétaire ait également marqué son accord préalable et écrit.

A cette fin, le conseil communal met à la disposition des listes des emplacements réservés à l'apposition d'affiches électorales et assure une répartition équitable de ces emplacements entre les différentes listes.

§ 2. Les infractions aux dispositions du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, sont punies d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 26 à 1.000 euros.

§ 3. Pendant la période et aux heures fixées par le gouverneur de province ou le fonctionnaire qu'il désigne, de telles appositions sont également interdites aux endroits destinés à l'affichage par les autorités communales. ».

Art. 20. Dans le même chapitre inséré par l'article 17, il est inséré un article L4130-3 rédigé comme suit :

« Art. L4130-3. Quand une caravane motorisée est organisée sur la voie publique, l'organisateur prévient le bourgmestre des différentes communes par lesquelles cette caravane compte passer.

Pendant la période et aux heures fixées par le gouverneur de province ou le fonctionnaire qu'il désigne, il est interdit d'organiser des caravanes motorisées dans le cadre des élections. ».

Art. 21. Dans le même chapitre inséré par l'article 17 il est inséré un article L4130-4 rédigé comme suit :

« Art. L4130-4. Pendant les trois mois précédant les élections communales, provinciales et de secteurs et l'élection directe des conseils de l'action sociale ou à partir du jour de la convocation des électeurs en cas d'élections extraordinaires, les partis politiques, les listes et les candidats, ainsi que les tiers qui souhaitent faire de la propagande pour des partis, des listes ou des candidats :

1^o ne vendent pas ou ne distribuent pas des cadeaux et des gadgets;

2^o n'organisent pas des campagnes commerciales par téléphone;

3^o ne diffusent pas de spots publicitaires à la radio, à la télévision et dans les salles de cinéma;

4^o n'utilisent pas des panneaux ou affiches à caractère commercial;

5^o n'utilisent pas des panneaux ou affiches à caractère non commercial de plus de quatre mètres carrés. ».

Art. 22. L'article L4132-1 du même Code, remplacé par le décret du 1^{er} juin 2006, est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Peut voter, le mandataire qui remet au président du bureau de vote où le mandant aurait dû voter, la procuration ainsi que l'un des certificats mentionnés au paragraphe 1^{er}, et lui présente sa carte d'identité et sa convocation sur laquelle le président mentionne " a voté par procuration ". ».

Art. 23. A l'article L4133-1 du même Code, remplacé par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Cette déclaration à la commune peut être effectuée jusqu'au 10 septembre »;

2^o le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le Gouvernement peut déterminer d'autres modalités d'application de cette disposition ».

Art. 24. A l'article L4133-2, du même Code, remplacé par le décret de 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « le quinzième jour avant celui de l'élection » sont remplacés par les mots « la veille du jour de l'élection »;

2^o dans le paragraphe 3, l'alinéa 3 est complété par la phrase suivante :

« Le président de bureau mentionne sur la convocation de l'accompagnant « a exercé le rôle d'accompagnant »;

3^o un paragraphe 5 rédigé comme suite est inséré :

« § 5. Le Gouvernement peut déterminer d'autres modalités d'application de cette disposition. ».

Art. 25. L'article L4134-4 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les procès-verbaux intègrent la formulation de l'engagement sur l'honneur des témoins de ne pas outrepasser les limites de leur mission. ».

Art. 26. Dans l'article L4134-5 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Ils ne peuvent en aucun cas être porteur d'une procuration ni accompagnant d'autres électeurs dans la circonscription où ils remplissent leur fonction. »

Art. 27. L'article L4135-2 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L4135-2. § 1^{er} Les frais électoraux qui résultent des travaux et services nécessaires aux opérations électorales sont supportés dans le respect de la réglementation sur les marchés publics.

§ 2. Sont à charge de la Région les frais relatifs au papier électoral qu'elle fournit.

§ 3. Sont pour moitié à charge des communes de langue française et pour moitié à charge des provinces, les frais électoraux suivants :

1^o les jetons de présence auxquels peuvent prétendre les membres des bureaux électoraux, dans les conditions fixées par le Gouvernement;

2^o les indemnités de déplacement auxquelles peuvent prétendre les membres des bureaux électoraux, dans les conditions déterminées par le Gouvernement;

3^o les frais de déplacement exposés par les électeurs ne résidant plus au jour de l'élection dans la commune où ils sont inscrits comme électeur, aux conditions fixées par le Gouvernement;

4^o les primes d'assurance destinées à couvrir les dommages corporels résultant d'accidents survenus aux membres des bureaux électoraux dans l'exercice de leurs fonctions.

Le Gouvernement détermine les modalités selon lesquelles les risques des dommages visés au 4^o sont couverts.

§ 4 Sont à charge des provinces, les frais d'impression des bulletins pour l'élection provinciale d'après les modèles approuvés par le Gouvernement;

§ 5. Sont à charge des communes de langue française, d'après les modèles approuvés par le Gouvernement :

1^o les urnes;

2^o les cloisons;

3^o les pupitres;

4^o les enveloppes;

5^o les crayons;

6^o les frais d'impression des bulletins pour l'élection communale.

§ 6. Tous les autres frais électoraux sont répartis pour moitié à charge des communes de langue française et pour moitié à charge des provinces. ».

Art. 28. Dans l'article L4141-1 du même Code, remplacé par le décret du 1^{er} juin 2006, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le Gouvernement élabore et fournit aux présidents des bureaux électoraux un logiciel pour exécuter les opérations d'encodage numérique visées par le présent Code. ».

Art. 29. Dans le même Code, il est inséré un article L4141-2, rédigé comme suit :

« Art. L4141-2. § 1^{er}. Lors de l'élection des membres des conseils provinciaux et communaux et des conseils de secteur, le Parlement wallon et le Parlement de la Communauté germanophone peuvent désigner chacun un expert effectif et un expert suppléant.

Les personnes désignées en vertu de l'alinéa 1^{er} forment le collège d'experts.

§ 2. Le collège d'experts contrôle, lors des élections, la fiabilité du logiciel visé à l'article L4141-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ainsi que de tout logiciel utilisé pour aider au dépouillement du vote en exécution de l'article L4144-8, § 2.

Le collège d'experts contrôle à partir du quarantième jour précédant l'élection, le jour de l'élection et après celle-ci, jusqu'au dépôt du rapport visé au paragraphe 3.

§ 3. Au plus tard dix jours après la clôture des scrutins et en tout état de cause avant la validation des élections, les experts remettent un rapport au Gouvernement et au Parlement wallons. Leur rapport peut comprendre les recommandations relatives aux logiciels utilisés.

§ 4. Le collège d'expert est tenu au secret. Toute violation du secret est sanctionnée conformément à l'article 458 du Code pénal. ».

Art. 30. L'article L4142-7 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L4142-7. § 1^{er}. Les listes de candidats doivent répondre aux prescrits ci-après :

1^o aucune liste ne peut comprendre un nombre de candidats supérieur à celui des conseillers à élire;

2^o sur chacune des listes, tout candidat doit être de sexe différent par rapport au candidat qu'il suit dans l'ordre de la liste.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne sont d'application qu'en cas de renouvellement intégral du conseil communal ou du conseil provincial.

§ 2. Dans le cas des listes uniques, visées à l'article L4112-4, § 2, alinéa 2, par dérogation au paragraphe précédent, alinéa 1, point 1^o, le nombre de candidats est supérieur de 25 % au nombre de conseillers à élire. Le nombre de candidats est arrondi à l'unité immédiatement supérieure. ».

Art. 31. Dans l'article L4142-14 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les mots « ou tout autre moyen dont la preuve de réception peut être actée » sont insérés entre les mots « par lettre recommandée » et les mots « au déposant qui ».

Art. 32. L'article L4142-16 du même Code est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Il communique aux déposants des listes uniques ou, à défaut, à l'un des candidats qui y figurent, l'obligation visée à l'article L4142-7, § 2. ».

Art. 33. L'article L4142-21, § 3, du même Code est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Au même moment, les déposants d'une liste unique, visée à l'article L4112-4, § 2, alinéa 2, ou à défaut, l'un des candidats qui y figurent, déposent auprès du président du bureau de circonscription qui en donne récépissé, le nombre de candidatures nécessaires afin de respecter les prescrits de l'article L4142-7.

Les noms des candidats sont placés à la suite de la liste déjà établie dans le respect des prescrits de l'article L4142-7, § 1^{er}, alinéa 1, 2^o. ».

Art. 34. Dans l'article L4142-28 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Jusqu'au 1^{er} septembre à douze heures, les propositions d'affiliations sont remises par un député wallon signataire entre les mains du Gouvernement. ».

Art. 35. L'article L4142-33, alinéa 2, du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006 est complété par la phrase suivante :

« Un numéro d'ordre est attribué aux listes complètes, puis aux listes incomplètes. ».

Art. 36. L'article L4142-37, § 3, alinéa 2, du même Code est complété par la phrase suivante :

« Le nom de chaque candidat est mentionné en premier lieu sur le bulletin et est imprimé en majuscules. Le prénom suit, et à l'exception de l'initiale, est imprimé en minuscules. ».

Art. 37. Dans l'article L4142-38, § 5, alinéa 2, du même Code, les mots « en quatre à angle droit de manière que les cases figurant en tête des listes soient à l'intérieur » sont insérés entre le mot « pliés » et les mots « et placés sous enveloppe ».

Art. 38. Dans le même Code, il est inséré un article L4142-47 rédigé comme suit :

« Art. L4142-47. Un candidat figure sur une seule liste.

Nul ne peut à la fois signer un acte demandant la protection d'un sigle ou logo et être candidat sur une liste utilisant un autre sigle ou logo protégé.

Le candidat qui contrevient aux interdictions visées aux alinéas 1^{er} et 2, est passible d'un emprisonnement de huit jours à quinze jours ou d'une amende de 26 à 200 euros. Son nom est rayé de toutes les listes où il figure. ».

Art. 39. Dans l'article L4143-21, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « de manière que les cases figurant en tête des listes soient à l'intérieur » sont insérés entre les mots « à angle droit » et les mots « , est estampillé ».

Art. 40. Dans l'article L4143-24 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, une phrase rédigée comme suit est insérée entre la première phrase et la deuxième phrase :

« L'ouverture des urnes et le déplacement des bulletins dans un autre contenant, à l'issue du vote, sont interdits. ».

Art. 41. L'article L4144-8, § 2, du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour ces opérations, le bureau peut utiliser un logiciel d'aide au dépouillement agréé par le Gouvernement. ».

Art. 42. L'article L4145-13 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est abrogé.

Art. 43. Dans l'article L4145-14, § 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006 et numéroté par le décret du 26 avril 2012, la phrase « Il n'est pas tenu compte dans cette opération des votes favorables à l'ordre de présentation, telle qu'elle est déterminée à l'article L4145-12. » est abrogée.

Art. 44. Dans l'article L4145-20, § 2, alinéa 2, du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006 les mots « conformément à l'article L4145-12, § 2 » sont remplacés par les mots « conformément à l'article L4145-19, § 2 ».

Art. 45. Le Livre II de la quatrième Partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est abrogé pour les communes de langue française.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 9 mars 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Energie,
C. LACROIX

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville et du Logement,
P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

—
Note

(1) Session 2016-2017.

Documents du Parlement wallon, 669 (2016-2017) N^{os} 1 à 6.

Compte rendu intégral, séance plénière du 8 mars 2017.

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/201586]

9. MÄRZ 2017 — Dekret zur Abänderung bestimmter Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung bezüglich der lokalen Wahlen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und, Wir, Regierung sanktionieren es :

Artikel 1 - Artikel L4111-1 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt :

"Die Gemeinde ermöglicht die Eintragung als Organspender in den Wahlbüros anlässlich der Wahlen."

Art. 2 - Artikel L4112-3 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt :

"Art. L4112-3 -Kandidat.

Personen, die für die Wahlen kandidieren, um gewählt zu werden, werden Kandidat genannt. Die Kandidaten können innerhalb einer Kandidatenliste oder alleine kandidieren."

Art. 3 - In Artikel L4112-4 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird Paragraph 2 durch folgenden Wortlaut ersetzt :

"§ 2. Die Kandidatenliste führt die Personen auf, die durch eine politische Partei ausgewählt werden, um die Stimmen der Wähler zu werben. Jede Einzelkandidatur wird als unvollständige Liste betrachtet."

Art. 4 - Artikel L4112-4 § 2 desselben Kodex wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt :

"Die Kandidatenliste im Sinne des vorigen Absatzes, die keiner anderen Liste gegenüber steht, gilt als einzige Liste."

Art. 5 - In Artikel L4112-20 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird Paragraph 3 durch folgenden Wortlaut ersetzt :

"§ 3. Die Übertragung ist die nachfolgende Vergabe eines Sitzes an einen Kandidaten unter Berücksichtigung der zu seinen Gunsten abgegebenen Stimmen."

Art. 6 - In Artikel L4121.3 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird Paragraph 1 Ziffer 1 durch folgenden Wortlaut ersetzt :

"1° die geschützten Personen, die ausdrücklich für unfähig erklärt worden sind, ihre politischen Rechte auszuüben gemäß Artikel 492/1 des Zivilgesetzbuches und jene, die durch Anwendung der Bestimmungen des Gesetzes vom 5. Mai 2014 über die Internierung von Personen interniert worden sind.

Die Wahlunfähigkeit endet mit der Aufhebung der Entmündigung, der Aufhebung der verlängerten Minderjährigkeit oder der endgültigen Freilassung des Internierten.

Paragraph 1 Ziffer 3 desselben Artikels wird aufgehoben.

Art. 7 - In Artikel L4122-2 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird Paragraph 4 aufgehoben.

Art. 8 - Artikel L4122-5 § 6 desselben Kodex wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt :

"Die in Anwendung des vorliegenden Artikels ausgestellten Exemplare oder Kopien des Wählerregisters dürfen ihre Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen nicht anführen."

Art. 9 - Artikel L4122-7 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird wie folgt abgeändert :

1° Paragraph 1 wird mit einem Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt :

"Das Gemeindegremium erstellt die Liste der Wähler, die sich freiwillig gemeldet haben, um die in Absatz 1 Ziffer 2 erwähnten zu vergebenden Ämter zu übernehmen."

2° Paragraph 2 durch den folgenden Wortlaut ersetzt :

"§ 2. Diese beiden Verzeichnisse und die in Paragraph 1 erwähnte Liste werden dem Vorsitzenden des Gemeindevorstands spätestens am 10. September übermittelt. Er übermittelt sie gemäß Artikel L4125-5 § 4 seinerseits dem Vorsitzenden des Kantonsvorstands."

Art. 10 - In Artikel L4124-1 § 6 desselben Kodex werden folgende Änderungen vorgenommen :

1° Absatz 1 lautet nun wie folgt : "In den Wahlaufforderungen, die dem durch die Regierung festgelegten Muster entsprechen, wird angegeben, an welchem Tag und in welchem Raum der Wähler zu wählen hat, wieviel Sitze zu vergeben sind und wann die Wahlbüros öffnen und schließen. Ebenfalls angegeben werden die Bestimmungen in Bezug auf die in Artikel L4131-2 § 2 Absatz 3 vorgesehene Einsichtnahme durch die Wähler des Berichts über die von den politischen Parteien eingegangenen Ausgaben in Sachen Wahlwerbung und die in Artikel L4131-4 § 2 vorgesehene Einsichtnahme der Erklärungen in Bezug auf die Wahlausgaben der Kandidaten sowie die in Artikel L4135-2, § 2, 3° festgelegten Bestimmungen in Bezug auf die Rückerstattung der Fahrtkosten der Wähler."

2° in Absatz 3 werden die Wörter "die Erkennungsnummer des Nationalregisters der natürlichen Personen und gegebenenfalls der Name seines Ehepartners" gestrichen.

Art. 11 - In Artikel L4125-2 § 2 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen :

1° der Artikel wird einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt :

"Der Präsident des Gerichts erster Instanz übermittelt der Regierung spätestens am 30. Juni die Identität und die Kontaktangaben der benannten Vorsitzenden.;"

2° Absatz 2 wird um folgenden Satz ergänzt :

"Er übermittelt der Regierung unmittelbar ihre Identität und ihre Kontaktangaben."

Art. 12 - Artikel L4125-3 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird wie folgt abgeändert :

1° Paragraph 2 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt :

"Der Vorsitzende des Distriktvorstands übermittelt der Regierung spätestens am 30. Juni die Identität und die Kontaktangaben der benannten Vorsitzenden.;"

2° Paragraph 3 Absatz 1 wird durch folgenden Satz ergänzt :

"Er übermittelt der Regierung unmittelbar ihre Identität und ihre Kontaktangaben."

Art. 13 - Artikel L4125-5 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird wie folgt abgeändert :

1° Paragraph 1 wird durch folgende Wortfolge ergänzt :

"Die in Artikel L4122-7 § 1 erwähnte Liste der Freiwilligen wird bei der Benennung der Beisitzer und Ersatzbeisitzer ebenfalls berücksichtigt;

2° Paragraph 2 wird durch folgende Wortfolge ergänzt :

", sowie die in Artikel L4122-7 § 1 erwähnte Liste der Freiwilligen";

3° Paragraph 4 wird durch folgenden Satz ergänzt :

"Er übermittelt der Regierung unmittelbar ihre Identität und ihre Kontaktangaben.;"

4° Paragraph 5 Absatz 2 wird durch folgenden Satz ergänzt :

"Er übermittelt der Regierung unmittelbar ihre Identität und ihre Kontaktangaben."

Art. 14 - Artikel L4125-7 § 2 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt :

"Der Vorsitzende des Distriktvorstands übermittelt der Regierung unmittelbar die Identität und die Kontaktangaben der benannten Vorsitzenden."

Art. 15 - Artikel L4125-8 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird wie folgt abgeändert :

1° die Wörter "25. September" werden durch die Wörter "15. September" ersetzt;

2° er wird durch folgenden Satz ergänzt :

"Er übermittelt der Regierung unmittelbar ihre Identität und ihre Kontaktangaben."

Art. 16 - Im Titel von Kapitel I des Titels III des Buches I des vierten Teils desselben Kodex werden die Wörter "Kapitel I" durch die Wörter "Kapitel I/1" ersetzt.

Art. 17 - Im vierten Teil, Buch I, Titel III desselben Kodex wird ein Kapitel I mit dem Titel "Die Wahlwerbung" eingefügt.

Art. 18 - In das durch Artikel 17 eingefügte Kapitel I wird ein Artikel L4130-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt :

"Artikel 4130-1 - Unbeschadet der im Laufe oder außerhalb der Wahlperiode anwendbaren Gesetzgebungen über den Kampf gegen Rassismus, die Xenophobie und die Diskriminierung sowie der polizeilichen Maßnahmen, die aufgrund der Bestimmungen des Neuen Gemeindegesetzes vom 24. Juni 1988 und des Provinzialgesetzes vom 30. April 1836 getroffen werden können, findet das vorliegende Kapitel Anwendung auf jegliche Tatsache, die als Wahlwerbung anerkannt ist oder als solche anerkannt werden muss, und die im Laufe der Wahlperiode stattfindet.

Die regionale Kontrollkommission legt die Empfehlungen für die Kandidaten fest. Diese werden ihnen vor Beginn der Wahlkampagne zur Verfügung gestellt."

Art. 19 - In dasselbe durch Artikel 17 eingefügte Kapitel I wird ein Artikel L4130-2 mit folgendem Wortlaut eingefügt :

"Art. L4130-2 - § 1. Es ist verboten, Inschriften, Plakate, malerische oder photographische Wiedergaben, Prospekte und Zettel zu Wahlzwecken auf der öffentlichen Straße und auf Bäumen, Pflanzungen, Schildern, Giebeln, Fassaden, Mauern, Zäunen, Ständern, Pfosten, Steinpfosten, Kunstbauten, Denkmälern und sonstigen Gegenständen, die sie einsäumen oder die in der unmittelbaren Nähe der öffentlichen Straße stehen, an anderen Stellen als denjenigen, die für durch die gemeindlichen Behörden für die Anschläge bestimmt sind oder die vorher und schriftlich durch den Eigentümer oder den Nutznießer davon hat, sofern der Eigentümer seine vorherige und schriftliche Zustimmung ebenfalls gegeben hat, erlaubt sind.

Zu diesem Zweck stellt der Gemeinderat den Listen für das Anbringen von Wahlplakaten vorbehaltene Plätze zur Verfügung und gewährleistet er eine ausgeglichene Verteilung dieser Plätze unter den verschiedenen Listen.

§ 2. Verstöße gegen die Bestimmungen von § 1 Absatz 1 werden mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu einem Jahr und einer Geldstrafe von 26 bis 1.000 Euro geahndet.

§ 3. Im Laufe der Periode und zu den Zeitpunkten, die durch den Provinzgouverneur oder den von ihm bezeichneten Beamten festgelegt sind, werden solche Anbringungen ebenfalls an den für den Anschlag durch die gemeindlichen Behörden vorbehaltenen Plätzen verboten."

Art. 20 - In dasselbe durch Artikel 17 eingefügte Kapitel I wird ein Artikel L4130-3 mit folgendem Wortlaut eingefügt :

"Art. L4130-3. Wenn eine Wahlkarawane auf der öffentlichen Straße organisiert wird, benachrichtigt der Organisator den Bürgermeister der verschiedenen Gemeinden, durch die diese Wahlkarawane zu fahren beabsichtigt.

Im Laufe der Periode und zu den Zeitpunkten, die durch den Gouverneur der Provinz oder den von ihm bezeichneten Beamten festgelegt sind, ist es verboten, Wahlkarawanen im Rahmen der Wahlen zu organisieren."

Art. 21 - In dasselbe durch Artikel 17 eingefügte Kapitel I wird ein Artikel L4130-4 mit folgendem Wortlaut eingefügt :

"Art. L4130-4 - Während drei Monate vor den Gemeinde-, Provinzial- und Sektorenwahlen und vor der Direktwahl der Sozialhilferäte oder ab dem Tag der Einberufung der Wähler im Fall von außerordentlichen Wahlen unterlassen es die politischen Parteien und die Kandidaten sowie die Dritten, die Werbung für die Parteien, die Listen oder die Kandidaten machen möchten :

- 1° Geschenke oder Gadgets zu verkaufen oder zu verteilen;
- 2° kommerzielle Telefonkampagnen zu organisieren;
- 3° Werbespots im Hörfunk, im Fernsehen und in den Kinosälen auszustrahlen;
- 4° Schilder oder Plakate kommerzieller Art zu benutzen;
- 5° Schilder oder Plakate nicht-kommerzieller Art, die mehr als 4 m² groß sind, zu benutzen."

Art. 22 - Artikel L4132-1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch Paragraph 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt :

"§ 4. Der Bevollmächtigte, der dem Vorstandsvorsitzenden des Wahlbüros, in dem der Vollmachtgeber hätte wählen müssen, die Vollmacht und eine der in Paragraph 1 erwähnten Bescheinigungen aushändigt und ihm seinen Personalausweis und seine Wahlauforderung vorzeigt, auf der der Vorsitzende dann den Vermerk "Hat mittels Vollmacht gewählt" einträgt, kann zur Stimmabgabe zugelassen zu werden."

Art. 23 - Artikel L4133-1 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird wie folgt abgeändert :

1° Paragraph 2 durch den folgenden Wortlaut ersetzt :

"§ 2. Diese Erklärung bei der Gemeinde kann bis am 10. September abgegeben werden";

2° Paragraph 3 durch den folgenden Wortlaut ersetzt :

"§ 3. Die Regierung kann andere Modalitäten für die Anwendung dieser Bestimmung festlegen".

Art. 24 - Artikel L4133-2 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird wie folgt abgeändert :

1° in Paragraph 1, Absatz 1 wird die Wortfolge "am fünfzehnten Tag vor dem Wahltag" durch die Wortfolge "am Tag vor dem Wahltag" ersetzt;

2° Paragraph 3 Absatz 3 wird durch folgenden Satz ergänzt :

"Der Vorsitzende des Wahlvorstands vermerkt auf der Wahlaufforderung des Begleiters "hat die Rolle als Begleiter wahrgenommen";

3° ein Paragraph 5 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt :

"§ 5. Die Regierung kann andere Modalitäten für die Anwendung dieser Bestimmung festlegen."

Art. 25 - Artikel L4134-4 desselben desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt :

"Die Protokolle enthalten die Formulierung der Ehrenerklärung der Zeugen, die Grenzen ihrer Aufgaben nicht zu überschreiten."

Art. 26 - In Artikel L4134-5 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird Absatz 2 durch den folgenden Wortlaut ersetzt :

"Sie dürfen keinesfalls Inhaber einer Vollmacht sein oder andere Wähler in dem Wahlkreis, in dem sie ihr Amt ausüben, begleiten."

Art. 27 - Artikel L4135-2 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch das Folgende ersetzt :

"Art. L4135-2 - § 1. Die Wahlkosten, die sich aus den für die Wahlverrichtungen erforderlichen Arbeiten und Dienstleistungen ergeben, werden unter Beachtung der Vorschriften für die öffentlichen Aufträge getragen.

§ 2. Die Wahlausgaben für das von ihr gelieferte Wahlpapier gehen zu Lasten der Region.

§ 3. Die folgenden Wahlkosten werden zur Hälfte von den Provinzen und zur Hälfte von den französischsprachigen Gemeinden getragen :

1° Anwesenheitsgelder, auf die die Mitglieder der Wahlvorstände Anspruch erheben können, unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen;

2° Fahrkostenentschädigungen, auf die die Mitglieder der Wahlvorstände unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen Anspruch erheben können;

3° Fahrkosten, die von Wählern eingereicht werden, die am Wahltag nicht mehr in der Gemeinde wohnhaft sind, in der sie als Wähler eingetragen sind, unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen,

4° Versicherungsprämien zur Deckung von körperlichen Schäden, die durch Unfälle von Mitgliedern der Wahlvorstände in der Ausübung ihres Amtes entstehen.

Die Regierung legt die Modalitäten der Deckung der Risiken der unter Ziffer 4 erwähnten Schäden fest.

§ 4. Die Kosten für den Druck der Wahlzettel für die Provinzialwahl entsprechend den von der Regierung genehmigten Mustern gehen zu Lasten der Provinzen;

§ 5. Gehen zu Lasten der französischsprachigen Gemeinden, die sie entsprechend den von der Regierung genehmigten Mustern bereitstellen :

1° Urnen;

2° Trennwände;

3° Pulte;

4° Umschläge;

5° Bleistifte;

6° Druck der Wahlzettel für die Gemeindewahl.

§ 6. Alle sonstigen Wahlkosten werden zur Hälfte von den französischsprachigen Gemeinden und zur Hälfte von den Provinzen getragen."

Art. 28 - In Artikel L4141-1 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird Paragraph 1 durch das Folgende ersetzt :

« § 1. Die im vorliegenden Kodex erwähnten digitalen Kodierungsvorgänge werden mit Hilfe einer durch die Regierung entwickelten und den Vorsitzenden der Wahlvorstände bereitgestellten Software ausgeführt."

Art. 29 - In denselben Kodex wird ein wie folgt verfasster Artikel L4141-2 eingefügt :

"Art. L4141-2 - § 1. Bei der Wahl der Mitglieder der Provinzial-, Gemeinde- und Sektorenräte können das Wallonische Parlament und das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft jeweils einen ordentlichen und einen stellvertretenden Sachverständigen bestimmen.

Die gemäß Absatz 1 benannten Personen bilden das Sachverständigenkollegium.

§ 2. Das Sachverständigenkollegium überprüft bei den Wahlen, die Zuverlässigkeit der in Artikel L4141-1, § 1 Absatz 1 erwähnten Software sowie jeder Software, die bei der Auszählung der Stimmen in Ausführung von Artikel L4144-8 § 2 zur Unterstützung verwendet wird.

Das Sachverständigenkollegium führt diese Kontrolle ab dem vierzigsten Tag vor der Wahl, am Wahltag selbst und nach der Wahl bis zur Hinterlegung des in § 3 erwähnten Berichtes aus.

§ 3. Spätestens zehn Tage nach Abschluss der Wahlen und auf jeden Fall vor ihrer Gültigkeitserklärung übermitteln die Sachverständigen der Wallonischen Regierung und dem Wallonischen Parlament einen Bericht. In ihrem Bericht können Empfehlungen in Bezug auf die Software, die verwendet wurde, enthalten sein.

§ 4. Das Sachverständigenkollegium unterliegt der Geheimhaltungspflicht. Jede Verletzung der Geheimhaltungspflicht wird gemäß Artikel 458 des Strafgesetzbuches bestraft.“

Art. 30 - Artikel L4142-7 desselben Kodex wird durch das Folgende ersetzt :

“Art. L4142-7 - § 1. Die Kandidatenlisten müssen folgenden Vorschriften genügen :

1° keine Liste darf mehr Kandidaten umfassen, als Ratsmitglieder zu wählen sind;

2° auf jeder Liste muss jeder Kandidat anderen Geschlechtes sein als der vor ihm auf der Liste stehende Kandidat.

Die Bestimmungen des vorhergehenden Absatzes kommen nur bei vollständiger Erneuerung des Gemeinderats oder des Provinzialrats zur Anwendung.

§ 2. Im Falle einer einzigen Liste im Sinne von Artikel L4112-4 § 2 Absatz 2 überschreitet die Anzahl Kandidaten die Anzahl Ratsmitglieder, die zu wählen sind, um 25% , in Abweichung vom vorigen Paragraphen, Absatz 1, Ziffer 1. Die Anzahl der Kandidaten wird auf die unmittelbar höhere Einheit aufgerundet.“

Art. 31 - In Artikel L4134-5 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird nach der Wortfolge “unverzüglich per Einschreiben” die Wortfolge “oder durch jegliches Mittel, das den amtlichen Nachweis der Zustellung ermöglicht,” eingefügt.

Art. 32 - Artikel L4142-16 desselben Kodex wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt :

“Er teilt den Hinterlegern von einzigen Listen oder, wenn dies nicht möglich ist, einem der Kandidaten dieser Listen, die Verpflichtung nach Artikel L4142-7 § 2 mit.“

Art. 33 - Artikel L4142-21 § 3 desselben Kodex wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt :

“Zu gleichen Zeit reichen die Hinterleger einer einzigen Liste im Sinne von Artikel L4112-4 § 2 Absatz 2 oder, wenn dies nicht möglich ist, einer der Kandidaten dieser Liste, bei dem Vorsitzenden des Wahlvorstands, der dafür eine Empfangsbescheinigung ausstellt, die Anzahl der zur Einhaltung der Vorschriften nach Artikel L4142-7 erforderlichen Kandidaturen ein.

Die Namen der Kandidaten werden unterhalb der schon ausgestellten Liste gesetzt, unter Einhaltung von Artikel L4142-7 § 1 Absatz 1 Ziffer 2.“

Art. 34 - In Artikel L4142-28 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird Paragraph 1 durch den folgenden Wortlaut ersetzt :

«§ 1^{er}. Bis am 1. September um 12 Uhr wird jeder Listenverbindungsantrag der Regierung von einem der unterzeichneten wallonischen Abgeordneten überreicht.“

Art. 35 - Artikel L4142-33 Absatz 2 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch den folgenden Satz ergänzt :

“Erst wird den vollständigen Listen eine laufende Nummer zugeteilt, danach den unvollständigen.“

Art. 36 - Artikel L4142-37 § 3 Absatz 2 desselben Kodex wird um folgenden Satz ergänzt :

“Der Name jedes Kandidaten steht an erster Stelle auf dem Stimmzettel und wird in Großbuchstaben gedruckt. Nach dem Namen kommt der Vorname, der, mit Ausnahme des Anfangsbuchstaben, in Kleinbuchstaben gedruckt wird.“

Art. 37 - In Artikel L4142-38 § 5 Absatz 2 desselben Kodex werden die Wörter “gefaltet und in einen versiegelten Umschlag gesteckt” durch folgende Wörter ersetzt : “rechtwinklig in vier gefaltet, so dass sich die Stimmfelder am Kopf der Listen an der Innenseite befinden, und einen versiegelten Umschlag gesteckt“.

Art. 38 - In denselben Kodex wird ein wie folgt verfasster Artikel L4142-47 eingefügt :

“Art. L4142-47 - Ein Kandidat steht nur auf einer einzigen Liste.

Niemand darf gleichzeitig eine Urkunde zur Beantragung des Schutzes eines Listenkürzels oder Logos unterzeichnen und Kandidat auf einer Liste sein, die ein anderes Listenkürzel oder Logo verwendet.

Der Kandidat, der gegen die in Absatz 1 und Absatz 2 erwähnten Verbote verstößt, setzt sich einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis fünfzehn Tagen oder einer Geldstrafe von 26 bis 200 Euro aus. Sein Name wird aus allen Listen gestrichen, auf denen er vorkommt.“

Art. 39 - In Artikel L4143-21 § 2 Absatz 1 desselben Kodex werden die Wörter “Jeder Stimmzettel, der in vier zu einem Rechteck gefaltet worden ist, erhält” durch folgende Wörter ersetzt : “Jeder Stimmzettel, der in vier zu einem Rechteck gefaltet worden ist, so dass sich die Stimmfelder am Kopf der Listen an der Innenseite befinden, erhält“.

Art. 40 - In Artikel L4143-24 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird zwischen den ersten und den zweiten Satz ein Satz mit folgendem Wortlaut eingefügt : “Das Öffnen der Urnen und das Umfüllen der Stimmzettel in einen anderen Behälter nach der Wahl sind untersagt.“

Art. 41 - Artikel L4144-8 § 2 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch einen wie folgt lautenden Absatz ergänzt :

“Für diese Vorgänge kann der Vorstand eine von der Regierung zugelassene Software zur Unterstützung der Stimmzählung verwenden.“

Art. 42 - Artikel L4145-13 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird aufgehoben.

Art. 43 - In Artikel L4145-14 § 1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006 und nummeriert durch das Dekret vom 26. April 2012 wird der Satz “Bei diesem Vorgang werden die Stimmen zugunsten der Vorschlagsreihenfolge, die in Artikel L4145-12 bestimmt worden ist, nicht berücksichtigt,” gestrichen.

Art. 44 - In Artikel L4145-20 § 2 Absatz 2 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird die Wortfolge “gemäß Artikel L4145-12, § 2” durch die Wortfolge “gemäß Artikel L4145-19 § 2” ersetzt.

Art. 45 - Das Buch II des vierten Teils des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird für die französischsprachigen Gemeinden außer Kraft gesetzt.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 9. März 2017

Der Ministerpräsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung

E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

—
Fußnote

(1) Sitzung 2016-2017

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 669 (2016-2017) Nr. 1 bis 6

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 8. März 2017

Diskussion

Abstimmung

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/201586]

9 MAART 2017. — Decreet houdende wijziging van bepaalde bepalingen van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel L4111-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, vervangen bij het decreet van 1 juni 2006, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"Bij de verkiezingen laat de gemeente de inschrijving als orgaandonor in de stembureaus toe."

Art. 2. Artikel L4112-3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt :

"Art. L4112-3. Kandidaat.

Tot kandidaat wordt genoemd, elke persoon die zich kandidaat stelt voor de verkiezingen met als doel gekozen te worden. De kandidaten kunnen opkomen op een lijst van kandidaten of met een alleenstaande kandidatuur."

Art. 3. In artikel L4112-4 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt § 2 vervangen als volgt :

"§ 2. De lijst van kandidaten omvat de personen die door een politieke partij gekozen worden om naar de kiezersgunst te dingen. Elke alleenstaande kandidatuur wordt als een onvolledige lijst beschouwd."

Art. 4. Artikel L4112-4, § 2, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"Als enige lijst wordt de in vorig lid omschreven lijst van kandidaten beschouwd waar geen enkele andere lijst tegenover staat."

Art. 5. In artikel L4112-20 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt § 3 vervangen als volgt :

"§ 3. De overdracht is de daaropvolgende toekenning van een zetel aan een kandidaat door de voor hem uitgebrachte stemmen in aanmerking te nemen."

Art. 6. In artikel L4121-3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt § 1, 1^o, vervangen als volgt :

"1^o. de beschermde personen die krachtens artikel 492/1 van het Burgerlijk Wetboek uitdrukkelijk onbekwaam verklaard zijn om hun politieke rechten uit te oefenen en de personen die geïnterneerd zijn overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering.

De kiesonbekwaamheid houdt op tegelijkertijd als het einde van de onbekwaamheid krachtens artikel 492/4 van het Burgerlijk Wetboek of als de definitieve invrijheidsstelling van de geïnterneerde."

Paragraaf 1, 3^o, van hetzelfde artikel wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel L4122-2 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 1 juni 2006, wordt § 4 opgeheven.

Art. 8. Artikel L4122-5, § 6, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"Op de exemplaren of afschriften van het kiezersregister waarvan uitgifte is gedaan overeenkomstig dit artikel mag geen enkele melding worden gemaakt van hun identificatienummer in het Rijksregister der natuurlijke personen."

Art. 9. Artikel L4122-7 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt :

1° § 1 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

"Het gemeentecollege bepaalt de lijst van de kiezers die zich vrijwillig kandidaat hebben gesteld voor de toe te kennen functies bedoeld in het eerste lid, 2°."

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

"§ 2. Beideoverzichten en de lijst bedoeld in § 1 worden uiterlijk op 10 september aan de voorzitter van het gemeentelijk bureau overgemaakt. Laatstgenoemde maakt ze vervolgens over aan de voorzitter van het kantonbureau, overeenkomstig artikel L4125-5, § 4."

Art. 10. In artikel L4124-1, § 6, van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 worden de woorden « de raadpleging door de kiezers van het verslag over de uitgaven voor kiespropaganda, gemaakt door de politieke partijen, bepaald in artikel L4131-2, § 2, lid 3, en van de aangiften inzake verkiezingsuitgaven van de kandidaten, bepaald in artikel L4131-4, § 2, evenals de de bepalingen betreffende » worden ingevoegd tussen de woorden « de bepalingen betreffende » en de woorden « de reiskosten »;

2° in lid 3 worden de woorden "het identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen en, in voorkomend geval, de naam van de echtgenoot/-genote" opgeheven.

Art. 11. Artikel L4125-2, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt gewijzigd als volgt :

1° het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"De voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg deelt uiterlijk op 30 juni de identiteit en de contactgegevens van de aangewezen voorzitters aan de Regering mee.";

2° lid 2 wordt aangevuld met volgende volzin :

"Hij deelt onmiddellijk hun identiteit en hun contactgegevens aan de Regering mede."

Art. 12. Artikel L4125-3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt :

1° § 2 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

"De voorzitter van het districtbureau deelt uiterlijk op 30 juni de identiteit en de contactgegevens van de aangewezen voorzitters aan de Regering mee.";

2° § 3, eerste lid, wordt aangevuld met volgende volzin :

"Hij deelt onmiddellijk hun identiteit en hun contactgegevens aan de Regering mede."

Art. 13. Artikel L4125-5 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt :

1° § 1 wordt aangevuld als volgt :

"Voor de aanwijzingen van bijzitters en plaatsvervangende bijzitters wordt ook rekening gehouden met de lijst van de vrijwilligers waarvan sprake in artikel L4122-7, § 1";

2° § 2 wordt aangevuld als volgt :

"evenals de lijst van de vrijwilligers bedoeld in artikel L4122-7, § 1";

3° § 4 wordt aangevuld met volgende volzin :

"Hij deelt onmiddellijk hun identiteit en hun contactgegevens aan de Regering mede.";

4° § 5, tweede lid, wordt aangevuld met volgende volzin :

"Hij deelt onmiddellijk hun identiteit en hun contactgegevens aan de Regering mede."

Art. 14. Artikel L4125-7, § 2, wordt aangevuld met volgend lid :

"De voorzitter van het districtbureau deelt onmiddellijk de identiteit en de contactgegevens van de aangewezen voorzitters aan de Regering mee.";

Art. 15. Artikel L4125-8 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt :

1° de woorden "25 september " worden vervangen door de woorden "15 september";

3° het artikel wordt aangevuld met volgende zin :

"Hij deelt onmiddellijk hun identiteit en hun contactgegevens aan de Regering mede."

Art. 16. In het opschrift van hoofdstuk I van Titel III, van Boek I, Vierde Deel, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "Hoofdstuk I" vervangen door de woorden "Hoofdstuk I/1".

Art. 17. In het Vierde Deel, Boek I, Titel III, van hetzelfde Wetboek, wordt een hoofdstuk I ingevoegd, luidend als volgt "Verkiezingspropaganda".

Art. 18. In hoofdstuk I, ingevoegd bij artikel 14, wordt een artikel L4130-1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L4130-1. Onverminderd bepalingen die tijdens of buiten de verkiezingsperiode toepasselijk zijn en die betrekking hebben op de bestrijding van racisme, xenofobie en discriminatie alsook politie maatregelen die getroffen kunnen worden krachtens de bepalingen van de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988 en de provinciewet van

30 april 1836, is dit hoofdstuk van toepassing op elke handeling beschouwd als verkiezingspropaganda of die als dusdanig beschouwd moet worden en die tijdens de verkiezingsperiode plaatsvindt.

De gewestelijke controlecommissie bepaalt aanbevelingen voor de kandidaten. Ze worden ter hunner beschikking gesteld voor het begin van de verkiezingscampagne.”.

Art. 19. In hetzelfde hoofdstuk, ingevoegd bij artikel 17, wordt een artikel L4130-2 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. L4130-2. § 1. Is verboden het aanbrengen van opschriften, affiches, beeld- en fotografische voorstellingen, vlugschriften en plakbriefjes op de openbare weg en op de bomen, aanplantingen, plakborden, voor- en zijgevels, muren, omheiningen, pijlers, palen, zuilen, bouwwerken, monumenten en andere langs de openbare weg of in de onmiddellijke nabijheid ervan liggende opstanden, op andere plaatsen dan die welke door de gemeenteverheden tot aanplakking zijn bestemd of vooraf en schriftelijk werden vergund door de eigenaar of door de gebruiksgerechtigde voor zover de eigenaar insgelijks zijn akkoordbevinding vooraf en schriftelijk heeft betuigd.

Daartoe stelt de gemeenteraad plaatsen bestemd voor de aanplakking van verkiezingsaffiches ter beschikking van de lijsten en zorgt hij voor een billijke verdeling van die plaatsen tussen de lijsten.

§ 2. De overtredingen van de bepalingen van § 1, eerste lid, worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met een boete van 26 tot 1000 euro.

§ 3. Tijdens de periode en op de tijdstippen bepaald door de provinciegouverneur of de door hem aangewezen ambtenaar zijn ook dergelijke aanplakkingen verboden op de plaatsen bestemd voor de aanplakking door de gemeenteverheden.”.

Art. 20. In hetzelfde hoofdstuk ingevoegd bij artikel 17, wordt een artikel L4130-3 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. L4130-3. Als een gemotoriseerde optocht georganiseerd wordt op de openbare weg, moet de organisator de burgemeester van de verschillende gemeenten waarin die optocht plaatsheeft, daarvan op de hoogte brengen.

Tijdens de periode en op de tijdstippen bepaald door de provinciegouverneur of de door hem aangewezen ambtenaar is het verboden die gemotoriseerde optochten in het kader van de verkiezingen te organiseren.”.

Art. 21. In hetzelfde hoofdstuk, ingevoegd bij artikel 17, wordt een artikel L4130-4 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. L4130-4. Tijdens drie maanden voor de gemeente-, provincie- en sectorverkiezingen en de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn of vanaf de dag van de oproeping van de kiezers in geval van buitengewone verkiezingen mogen de politieke partijen, de lijsten van kandidaten alsook de derden die propaganda voor partijen wensten te doen, lijsten of kandidaten :

1° geen cadeaus en gadgets verkopen of gadgets verkopen of verdelen;

2° geen commerciële campagnes per telefoon organiseren;

3° geen reclamespots op de radio, op de televisie en in de bioscoopzalen verspreiden;

4° geen panelen of affiches van commerciële aard gebruiken;

5° geen panelen of affiches van niet-commerciële aard van meer dan 4 m² gebruiken.”.

Art. 22. Artikel L4132-1 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het Waalse decreet van 1 juni 2006, wordt aangevuld met een punt 4, luidend als volgt :

“§ 4. Teneinde te mogen stemmen, overhandigt de gemachtigde aan de voorzitter van het stembureau waar de volmachtgever had moeten stemmen, de volmacht en één van de in § 1 vermelde attesten en vertoont hij hem zijn identiteitskaart en zijn oproepingsbrief waarop de voorzitter vermeldt : “heeft bij volmacht gestemd”.

Art. 23. Artikel L4133-1 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt :

1° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

“§ 2. Die verklaring bij de gemeente kan uiterlijk tot 10 september plaatsvinden”;

2° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

“§ 3. De Regering kan andere modaliteiten voor de toepassing van die bepaling vaststellen”.

Art. 24. Artikel L4133-2 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden “de vijftiende dag vóór de dag van de verkiezing” vervangen door de woorden “de dag voor de verkiezing”;

2° in § 3, wordt het derde lid aangevuld met volgende volzin :

“De stembureauvoorzitter vermeldt op de oproeping van de begeleider “heeft de rol van begeleider uitgeoefend”;

3° er wordt een paragraaf 5 ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 5. De Regering kan andere modaliteiten van toepassing van die bepaling vaststellen.”.

Art. 25. Artikel L4134-4 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“De formulering van de verbintenis op erewoord van de getuigen om de limieten van hun opdrachten niet te overschrijden, worden in de notulen opgenomen.”.

Art. 26. In artikel L4134-5 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

“Ze mogen in geen enkel geval houder zijn van een volmacht, noch begeleider zijn van andere kiezers in de kieskring waarin ze hun functie uitoefenen.”.

Art. 27. Artikel L4135-2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt :

“Art. L4135-2. § 1. De verkiezingskosten die voortvloeien uit de werken en diensten nodig voor de verkiezingshandelingen worden met inachtneming van de regelgeving op de overheidsopdrachten gedragen.

§ 2. De kosten betreffende het door het Gewest verstrekte stempapier worden door laatstgenoemde overgenomen.

§ 3. De volgende verkiezingskosten zijn voor de helft ten laste van de Franstalige gemeenten en voor de helft ten laste van de provincies :

1° het presentiegeld waarop de leden van de kiesbureaus aanspraak kunnen maken, onder de voorwaarden bepaald door de Regering;

2° de reisvergoeding waarop de leden van de kiesbureaus aanspraak kunnen maken, onder de voorwaarden bepaald door de Regering;

3° de reiskosten voorgelegd door de kiezers die op de dag van de verkiezing niet meer in de gemeente verblijven waar ze als kiezers zijn ingeschreven, onder de voorwaarden bepaald door de Regering;

4° de verzekeringspremies om de lichamelijke schade te dekken die voortvloeit uit ongevallen die de leden van de kiesbureaus zijn overkomen in de uitoefening van hun ambt.

De Regering bepaalt de regels volgens welke de risico's van de schade bedoeld in 4° worden gedekt.

§ 4. De kosten van het drukwerk voor de stembiljetten voor de provincieraadsverkiezingen volgens de door de Regering goedgekeurde modellen worden door de provincies gedragen.

§ 5. Ten laste van de Franstalige gemeenten zijn volgens de door de Regering goedgekeurde modellen :

1° de stembussen;

2° de schotten;

3° de lessenaars;

4° de omslagen;

5° de potloden;

6° de kosten van het drukwerk voor de stembiljetten voor de gemeenteraadsverkiezingen.

§ 6. Alle andere verkiezingskosten worden voor de helft ten laste van de Franstalige gemeenten en voor de helft ten laste van de provincies verdeeld."

Art. 28. In artikel L4141-1 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 1 juni 2006, wordt § 1 vervangen als volgt :

"§ 1. De verrichtingen betreffende het digitaal invoeren van gegevens bedoeld in dit Wetboek worden uitgevoerd aan de hand van een softwareprogramma dat door de Regering uitgewerkt is en geleverd wordt aan de voorzitters van de kiesbureaus.

Art. 29. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L4141-2 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L4141-2. § 1. Bij de verkiezing van de provincieraden, de gemeenteraden en de sectorraden kunnen het Waalse Parlement en het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap een gewone en een plaatsvervangende deskundige aanwijzen.

De krachtens het eerste lid aangewezen personen vormen het college van deskundigen.

§ 2. Het college van deskundigen controleert bij de verkiezingen de betrouwbaarheid van de software bedoeld in artikel L4141-1, § 1, eerste lid, en van elke software gebruikt om voor de stemopneming overeenkomstig artikel L4144-8, § 2, te helpen.

Het college van deskundigen verricht de controle vanaf de 40e dag voor de verkiezing, op de verkiezingsdag zelf en hierna tot de indiening van het verslag bedoeld in § 3.

§ 3. Uiterlijk tien dagen na de sluiting van de stemming en in ieder geval voor de geldigverklaring van de verkiezingen brengen de deskundigen verslag uit bij de Regering en bij het Waalse Parlement en de Waalse Regering. Hun verslag kan aanbevelingen bevatten in verband met de gebruikte software.

§ 4. Het college van deskundigen is tot geheimhouding gedwongen. Elke schending van het geheim wordt overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek gestraft."

Art. 30. Artikel L4142-7 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

"Art. L4142-7. § 1. De kandidatenlijst dient aan hiernavolgende bepalingen te voldoen :

1° geen enkele lijst mag een hoger aantal kandidaten bevatten dan dat er gemeenteraadsleden te verkiezen zijn;

2° op elke lijst moet er een kandidaat van een ander geslacht voorkomen ten opzichte van de kandidaat die in de volgorde van de lijst op eerstgenoemde volgt.

De bepalingen van vorig lid zijn enkel van toepassing voor de algehele hernieuwing van de gemeenteraad of de provincieraad.

§ 2. In het geval van enige lijsten zoals bedoeld in artikel L4112-4, § 2, lid 2, en in afwijking van vorige paragraaf, lid 1, punt 1°, is het aantal kandidaten 25 % groter dan het aantal te verkiezen gemeenteraadsleden. Het aantal kandidaten wordt naar de onmiddellijk hogere eenheid afgerond."

Art. 31. In artikel L4142-14 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, worden de woorden "of door elk ander middel waarvan het ontvangstbewijs geacteerd kan worden" ingevoegd tussen de woorden "per aangetekend schrijven" en de woorden "gestuurd naar de indiener".

Art. 32. Artikel L4142-16 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"De verplichting bedoeld in artikel L4142-7, § 2, wordt door laatstgenoemde aan de indieners van enige lijsten of bij ontstentenis aan één van de kandidaten van dergelijke lijsten medegedeeld."

Art. 33. Artikel L4142-21, § 3, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

"Op hetzelfde ogenblik dienen de indieners van een enige lijst, zoals bedoeld in artikel L4112-4, § 2, lid 2 of bij ontstentenis één van de kandidaten van een dergelijke lijst bij de voorzitter van het kiesdistrictsbureau, die daarvoor uitgifte doet van een ontvangstmelding, het aantal kandidaturen in, nodig voor de inachtneming van de bepalingen van artikel L4142-7.

De namen van de kandidaten worden als vervolg op de reeds opgemaakte lijst geplaatst en nemen de bepalingen van artikel L4142-7, § 1, lid 2, 2° in acht."

Art. 34. . In artikel L4142-28 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt § 1 vervangen als volgt :

“§ 1. De voorstellen tot lijstenvereniging worden tot 1 september om twaalf uur door een Waals parlements lid overhandigd aan de Regering.”.

Art. 35. Artikel L4142-33, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“Er wordt een volgnummer toegekend aan de volledige lijsten, vervolgens aan de onvolledige lijsten.”.

Art. 36. Artikel L4142-37, § 3, lid 2, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met volgende volzin :

“De naam van elke kandidaat wordt eerst op het stembiljet vermeld en wordt in hoofdletters gedrukt. Dan volgt de voornaam, gedrukt in kleine letters, met uitzondering van de beginletter.”.

Art. 37. In artikel L4142-38, § 5, lid 2, van hetzelfde Wetboek wordt het woord “gevouwd” vervangen door de woorden “rechthoekig in vieren dichtgevouwd zodanig dat de stemvakken bovenaan op de lijsten zich aan de binnenzijde bevinden”.

Art. 38. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L4142-47 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. L4142-47. Een kandidaat wordt op een enkele lijst opgenomen.

Niemand mag tegelijkertijd een akte waarbij de bescherming van een teken of logo wordt aangevraagd, tekenen en als kandidaat voorkomen op een lijst die een ander beschermd teken of logo gebruikt.

De kandidaat die de verbodsbepalingen bedoeld in het eerste en tweede lid overtreedt, kan gestraft worden met een gevangenisstraf van acht tot vijftien dagen of met een geldboete van 26 tot 200 euro. Zijn naam wordt van alle lijsten waarin hij is opgenomen, geschrapt.”.

Art. 39. In artikel L4143-21, § 2, lid 1, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « zodanig dat de stemvakken bovenaan op de lijsten zich aan de binnenzijde bevinden » ingevoegd tussen de woorden « rechthoekig in vieren gevouwen » en de woorden « wordt aan de keerzijde gemerkt ».

Art. 40. In artikel L4143-24 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt de volgende zin ingevoegd tussen de eerste zin en de tweede zin : “De opening van stembussen en de verplaatsing van de stembiljetten in een andere houder aan het einde van de stemming zijn verboden.”.

Art. 41. Artikel L4144-8, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“Voor die verrichtingen kan het bureau een software voor ondersteuning bij de stemopneming die door de Regering wordt erkend, gebruiken.”.

Art. 42. Artikel L4145-13 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt opgeheven.

Art. 43. In artikel L4145-14, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006 en genummerd bij het decreet van 26 april 2012 wordt de zin “Bij deze verrichting wordt geen rekening gehouden met de stemmen ten gunste van de volgorde van voordracht zoals bepaald in artikel L4145-12.” opgeheven.

Art. 44. In artikel L4145-20, § 2, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, worden de woorden “overeenkomstig artikel L4145-12, § 2” vervangen door de woorden “overeenkomstig artikel L4145-19, § 2”.

Art. 45. Boek II, van het vierde Deel van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt voor de Franstalige gemeenten opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 9 maart 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Stad, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

Nota

(1) Zitting 2016-2017.

Stukken van het Waalse Parlement (669) (2016-2017) Nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag, openbare vergadering van 8 maart 2017.

Bespreking.

Stemming.